



SciencesPo.

CERI
CNRS

Guerre et sociétés en Afpak

Laurent Gayer*

Plus que jamais, l'Afghanistan et le Pakistan se trouvent intégrés dans un « système de conflits »¹ qui se joue des frontières étatiques en même temps qu'il y trouve une ressource essentielle à sa reproduction. Après avoir longtemps pêché dans les eaux troubles de l'Afghanistan, le Pakistan semble à son tour se consumer dans une insurrection islamiste inspirée par le mouvement des talibans afghans. Et si les Pakistanais ou les Afghans du Pakistan constituent la majorité des recrues des commandos-suicides opérant en Afghanistan, les combattants afghans viennent ponctuellement seconder leurs alliés pakistanais à l'occasion d'opérations conjointes contre les troupes pakistanaises ou les convois de l'OTAN. Peu respectueux de la ligne Durand qui sépare le Pakistan et l'Afghanistan, ces combattants y trouvent cependant une garantie de sécurité, puisque tout aussi contestée qu'elle soit², cette frontière leur permet de trouver un sanctuaire dans le pays voisin.

¹ Sur cette notion, qui fait référence à l'articulation de conflits armés nationaux et à la transformation des conditions de reproduction de la violence qui en résulte, cf. Roland Marchal, « Liberia, Sierra Leone et Guinée : une guerre sans frontières ? », *Politique africaine*, n°88, 2003, pp. 5-12.

² Les autorités afghanes – y compris les talibans, pourtant patronnés par Islamabad – n'ont jamais reconnu cette frontière, dont elles contestent le tracé.

Cette imbrication croissante des conflits « intérieurs » du Pakistan et de l'Afghanistan a incité l'administration Obama à réfléchir à une stratégie conjointe en direction de l'« Afpak », dont la conception et la mise en œuvre ont été confiées à Richard Holbrooke et son équipe. Mais si cette terminologie fait sens au regard de l'imbrication de ces conflits, elle porte en germe une dangereuse dérive : l'extension du théâtre d'opération afghan au Pakistan, qui ne pourra qu'accélérer le processus de régionalisation de cette guerre sans frontières. C'est bien ce qui semble se profiler avec la multiplication des frappes ciblées contre les groupes jihadistes opérant à la frontière afghano-pakistanaise. Pour l'heure, ces opérations sont menées avec l'accord et la coopération des forces armées pakistanaises, mais il n'est pas certain qu'une intervention étrangère de plus grande envergure rencontre la même approbation, alors même qu'Islamabad ne dispose pas des moyens et de la volonté nécessaires pour défaire militairement les talibans afghans et leurs émules pakistanais. Le scénario catastrophe, qui pour l'heure semble écarté par les Etats-Unis et leurs alliés mais pourrait très rapidement devenir réalité dans l'hypothèse d'un nouveau 11 septembre *made in Waziristan*, serait celui d'une opération terrestre étrangère au Pakistan. Celle-ci aurait le mérite de revigorer le sentiment national dans ce pays de plus en plus divisé, mais au prix d'une union sacrée antioccidentale dont il y a fort peu à attendre pour la paix régionale et internationale.

Si les développements en cours en Afghanistan et au Pakistan font l'objet d'une intense médiatisation, on sait bien peu de choses, à l'étranger, des dynamiques sociales à l'œuvre dans ces deux pays. Le filtre de la « guerre au terrorisme » à travers lequel l'actualité régionale se trouve inmanquablement commentée tend à priver les mouvements violents de toute racine dans la société, en même temps qu'il vient dissimuler la forêt du changement social derrière l'arbre de la contestation armée. Tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes si la zone frontière afghano-pakistanaise était effectivement un isolat tribal maintenu hors du temps. Bien plus que son immobilisme, c'est la rapide transformation de la société pachtoune au cours des trois dernières décennies qui est à l'origine du conflit actuel. Quoique l'on puisse penser de son œuvre réformatrice, force est de constater que le

mouvement des talibans n'a rien de réactionnaire : il est l'expression d'une contestation sociale bouleversant les équilibres traditionnels (peut être davantage, d'ailleurs, au Pakistan qu'en Afghanistan, où les talibans se sont mieux accommodés des structures tribales). Ce n'est là qu'un exemple des malentendus qui ont acquis la force de l'évidence à la faveur de commentaires pressés, et qui rendent plus urgent que jamais de retrouver les sociétés qui se cachent derrière les conflits d'« Afpak ».

C'est à ce déficit de connaissances sociologiques qu'entend répondre ce dossier, à travers une série de contributions émanant de politistes, de géographes et d'anthropologues. Tout en abordant de front les grandes questions du moment (l'économie politique de la drogue en Afghanistan, la progression des talibans et l'escalade de la violence sectaire dans l'ensemble de la région...), ce dossier propose une série de points de vue volontairement décalés sur les évolutions en cours. A travers l'étude des migrations saisonnières vers Islamabad, celle des joutes oratoires entre les jeunes désœuvrés de Lahore ou encore celle des récitals de poésie à Karachi, ces contributions viennent rappeler que le Pakistan et l'Afghanistan possèdent des sociétés plurielles, dynamiques et créatives, jusque dans la violence de leurs pratiques et de leurs imaginaires.

Laurent Gayer est chargé de recherche au CNRS, affecté au Centre universitaire de recherche sur l'action publique et le politique (CURAPP) d'Amiens, et chercheur associé au Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS) de l'EHESS-CNRS, Paris. Il a notamment codirigé, avec Christophe Jaffrelot, *Milices armées d'Asie du Sud*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.